

Samir Amin : économie politique de l'Afrique dans le système mondial

L'économie politique de l'Afrique dans le système mondial

1. Il est souvent dit que l'Afrique est « marginalisée ». Ce terme suggère que le continent – à tout le moins dans sa grande partie au sud du Sahara, à l'exception peut être de l'Afrique du Sud – est en « dehors » du système mondial, ou au mieux, n'y est que superficiellement intégré. Il est également suggéré que la pauvreté des populations africaine résulte du fait que leurs économies ne sont pas intégrées au système global. Mon intention est de mettre en cause ces vues.

Commençons par considérer certains faits qui sont à peine mentionnés par les encenseurs de la mondialisation actuelle. En 1990, le ratio du commerce extra régional par rapport au PNB pour l'Afrique était de 45,6%, alors qu'il n'était que de 12,8% pour l'Europe ; 13,2% pour l'Amérique du Nord ; 23,7% pour l'Amérique Latine et 15,2% pour l'Asie. Ces ratios n'ont pas connu de différences significatives tout au long du XXème siècle. La moyenne mondiale était de 14,9% en 1928 et de 16,1% en 1990 (Source : Serge Cordelier, La mondialisation au delà des mythes, La Découverte, Paris 1997, p. 141 Chiffres OMC 1995).

Comment pouvons nous expliquer ce fait curieux que l'Afrique est apparemment mieux intégré au système mondial que tout autre région développée ou en développement ? Bien sûr, les niveaux de développement mesurés le PIB par habitants sont très inégalement répartis, et de ce point de vue, l'Afrique est la région la plus pauvre du système mondial moderne, son PIB par tête d'habitant ne représentant que 21% de la moyenne mondiale et 6% de celui des centres développés. De ce fait, la proportion élevée du commerce extra régional Africain par rapport à son PIB reflèterait la modicité du dénominateur du ratio. Simultanément les exportations (ainsi que les importations) ne représentent qu'une proportion minime du commerce mondial. Et ceci est précisément la raison pour laquelle l'Afrique est considérée comme étant « marginal » dans le système mondial, c'est-à-dire, n'ayant qu'une importance infime (« le monde peut facilement se passer de l'Afrique »). Ce concept selon lequel un pays ou une région est qualifié de « marginalisé(e) » si son poids quantitatif dans l'économie mondiale est réduit considère implicitement que la logique de l'expansion de l'économie mondiale capitaliste poursuit la maximisation de la production (et conséquemment du commerce également). Ce postulat est totalement faux. En fait, il importe peu que les exportations Africaines aient représenté une partie minime du commerce mondial par le passé ou de nos jours. Le Capitalisme n'est pas un système qui cherche à maximiser la production ou la productivité mais un système qui choisit les volumes et les conditions de production qui maximisent le taux de profit du capital. Les pays soi-disant marginalisés sont en réalité ceux surexploités de façon brutale et conséquemment des pays appauvris, non des pays situés « à la marge » du système.

L'analyse doit, de ce fait, être complétée sur d'autres terrains. Le ratio relativement modeste pour les zones développées – l'Amérique du Nord (Les USA et le Canada) et l'Europe de l'Ouest et du Centre (l'Union Européenne, la Suisse et la Norvège) est associée non seulement aux plus hauts niveaux de développement mais aussi à un aspect qualitatif qui devrait être explicité : tous les pays développés se sont construits historiquement comme des économies autocentrées. J'introduis ici ce concept essentiel qui est ignoré par l'économie conventionnelle. Etre autocentré est synonyme « d'être essentiellement introverti », non pas « autarcique » (« refermé sur soi-même). Cela veut dire que le processus d'accumulation capitaliste dans ces pays qui sont devenus les centres du system mondial a toujours été – et je

soutiens la vue, continue et continuerais à le soutenir qu'ils le seront encore dans un avenir visible – d'être simultanément introvertis et ouverts, dans la plupart des cas même agressivement ouvert (« impérialistes »). Cela veut dire donc que le système mondial a une structure asymétrique : les centres sont introvertis autocentrés et simultanément intégrés au système mondial de manière active (ils façonnent la structure mondiale) ; les périphéries ne sont introverties (non autocentrés), et de ce fait, sont intégrées au système mondial de manière passive (elles « s'ajustent » au système sans jouer aucun rôle significatif dans son façonnement). Cette vision du système mondial tel qu'il est réellement est totalement différente de celle offerte par la pensée conventionnelle qui décrit superficiellement le monde comme « une pyramide » constituée de pays inégalement riches se classant des plus faibles niveaux de PIB par habitant à ceux les plus élevés.

Ma conclusion par rapport à cette conceptualisation est que toutes les régions du monde (y compris l'Afrique) sont également intégrées au système global, mais elles y sont intégrées de manières différentes. Le concept de marginalisation est un concept fallacieux qui occulte la véritable question qui n'est pas de savoir « à quel degré les diverses régions sont intégrées » mais « de quelle manière elles sont intégrées ».

De plus, les chiffres mentionnés plus haut indiquent que le niveau d'intégration au système mondial n'a pas changé de façon dramatique tout au long du XX^{ème} siècle comme le suggère le discours dominant à la mode sur la globalisation. Il y a eu des hauts et des bas mais la tendance qui reflète la progression du degré d'intégration a été continue et plutôt lente, ne s'accéléralant même pas au cours des dernières décades. Ceci n'exclut pas le fait que la mondialisation – qui est une vieille histoire – s'est développée à travers des phases successives qui doivent être identifiées comme qualitativement différentes, mettant l'accent sur les spécificités de chacune d'elle, en relation avec les changements commandés par l'évolution des centres du système, c'est-à-dire le capital mondial dominant.

2. Partant de la méthodologie que j'ai déjà suggérée ici, nous pouvons maintenant visiter les diverses phases de l'intégration de l'Afrique dans le système mondial et identifier les manières spécifiques dont cette intervention a opéré cette intégration pour chacune des phases successives analysées.

L'Afrique s'est intégrée dans le système global dès le tout début de sa construction, au cours de la phase mercantiliste du capitalisme ancien (XVI^{ème}, XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles). La périphérie majeure de l'époque fut l'Amérique coloniale où une économie d'exportation extravertie fut établie, dominée par les intérêts capitalistes marchands européens. À son tour, cette économie d'exportation centrée sur le sucre et le coton eut pour base la main d'œuvre esclave. En conséquence, à travers la traite des esclaves, de vastes zones de l'Afrique au sud du Sahara furent intégrées au système mondial de la façon la plus destructrice. Une grande partie de « l'arriération » subséquente du continent est due à cette forme « d'intégration » qui a conduit à une telle baisse de la population que ce n'est que maintenant que l'Afrique a retrouvé le niveau de population qu'elle avait probablement autour des années 1500 AD. Elle a aussi conduit au démantèlement des larges organisations étatiques qui existaient préalablement auxquelles se sont substitués des systèmes militaires brutaux en état de guerre permanent entre eux.

En Amérique même, la forme mercantiliste de l'intégration au système mondial détruisit le potentiel d'un développement ultérieur dans beaucoup de régions dévastées. Au cours de cette phase du capitalisme naissant les plus forts taux de croissance furent réalisés dans des zones telles que les Caraïbes, le Nord-Est du Brésil, les colonies britanniques d'Amérique du Nord.

Un expert de la banque Mondiale qui aurait visité ces zones à cette époque aurait écrit sur leur « miracle » (la valeur des exportations de sucre de Saint Domingue, en ce temps, était supérieure au total des exportations de l'Angleterre !) et aurait conclu que la Nouvelle Angleterre qui construisait une économie autocentrée était sur la mauvaise voie. Aujourd'hui, Saint Domingue est Haïti et la Nouvelle Angleterre est devenue les USA !

La seconde vague d'intégration de l'Afrique dans le système mondial fut celle de la période coloniale, en gros de 1880 à 1960. Une fois conquise, il était nécessaire de « développer » cette Afrique en question. A cette jonction viennent à la fois les modes de raisonnement du capitalisme mondial – quelles sont les ressources naturelles que recèlent les différentes régions du continent ? – et celles de l'histoire précédente des sociétés africaines. Il me semble dans ce contexte que nous comprendrons ce qu'était chacune des trois modèles de colonisation mis en œuvre en Afrique : l'économie commerçante qui intègre une petite paysannerie au marché mondial des produits tropicaux en l'assujettissant à l'autorité d'un marché d'oligopoles contrôlés, rendant possible la réduction de la rétribution de la main d'œuvre paysanne à un minimum et la destruction des terres ; l'économie des réserves d'Afrique Australe organisée autour de l'activité minière, fournie par une main d'œuvre bon marché issue d'une migration forcée à partir précisément de « réserves » inadéquates pour développer la perpétuation de la subsistance traditionnelle rurale ; l'économie de pillage dans laquelle se sont embarquées les compagnies concessionnaires en taxant sans la contrepartie d'un quart de penny le bénéfice du pillage d'autres régions où ni les conditions sociales locales ne permettaient l'établissement du « commerce », ni les ressources minérales ne justifiaient l'organisation de réserves destinées à la fourniture d'une main d'œuvre abondante. Le Bassin conventionnel du Congo appartenait à cette troisième catégorie de main d'œuvre.

Les résultats de cette mode d'insertion dans le capitalisme mondial allaient également se révéler catastrophique pour les Africain. En premier lieu elle a retardé – d'un siècle – tout commencement d'une révolution agricole. Un surplus aurait pu être tiré du travail des paysans à partir delà et à partir de la richesse offerte par la nature sans investissements de modernisation (sans machine ni engrais), sans véritablement payer pour la main œuvre (se reproduisant dans le cadre de l'autosuffisance traditionnelle), sans même garantir le maintien des conditions naturelles des conditions de reproduction de la richesse (pillage des sols agraires et de la forêt). Simultanément, ce mode de développement de ressources naturelles tirait profit du cadre de la division inégale du travail de l'époque, excluait la formation de toute class moyenne. A contrario, à chaque fois que ce dernier débutait le processus de sa formation, les autorités coloniales s'empressaient de le supprimer.

Le résultat est qu'aujourd'hui, la plupart des « pays les moins développés » sont en Afrique. Les pays qui présentement constituent ce « quart monde » sont, en grande partie, des pays détruits par l'intensité de leur intégration à une phase antérieure de l'expansion mondiale du capitalisme. C'est le cas par exemple du Bangladesh, successeur de l'état du Bengal qui fut le joyau de la colonisation britannique en Inde. D'autres ont été – ou sont encore – des périphéries de périphéries, c'est l'exemple du Burkina Faso qui a fourni la majeure partie de sa population active à la Côte d'Ivoire. Dans la réalité, si quelqu'un avait considéré les deux pays comme constituant une unique région du système colonial de l'époque, les taux caractéristique du « miracle ivoirien » auraient été divisés par deux. L'émigration appauvrit les régions qui fournissent ses flux et conséquemment supportent les coûts d'éducation d'une jeunesse qu'elles perdent au moment où celle-ci devient potentiellement active tout en payant pour les coûts des personnes âgées après leur retour. Ces coûts, de loin supérieurs aux montants des « transferts d'argent » envoyés à leurs familles par les émigrants en activité sont presque toujours oubliés dans les calculs de nos économistes. Il existe peu de pays

« pauvres » et non, ou peu intégrés au système mondial, peut-être dans un passé récent encore le Nord Yemen ou l'Afghanistan. Leur intégration qui encore en cours de nos jours, comme celles d'autres par le passé, ne produit rien d'autre qu'une « modernisation de la pauvreté » - les bidonvilles prenant la place de paysans sans terres. Les faiblesses du mouvement de libération et des états héritiers de la colonisation prennent leurs sources à cette époque de façonnement colonial. Elles ne sont donc pas les produits de cette Afrique précoloniale vierge qui fut emportée, alors que l'idéologie du capitalisme mondial cherche à y tirer sa légitimité en mettant en avant son discours raciste habituel. Les « critiques » sur l'Afrique indépendante, sa classe moyenne corrompue, son manque d'orientation économique, la rigidité des structures rurales communautaires oublient que ces caractéristiques de l'Afrique contemporaine ont été fabriquées entre 1880 et 1960.

Il n'est donc pas étonnant que le néocolonialisme ait perpétué ces caractéristiques. La forme prise par cet échec est de manière quasi-complète définie par ces fameux Accords de Lomé qui ont lié l'Afrique Sub-Saharienne à l'Europe de la CEE. Ces Accords ont en effet perpétué l'ancienne division du travail – reléguant l'Afrique indépendante à la production de matières premières à un moment où – pendant la période de Bandung (de 1955 à 1975) – le Tiers Monde s'embarquait, des ses autres régions, dans la révolution industrielle. Ils ont fait perdre à l'Afrique près de trente ans à un moment décisif de changement historique. Sans doute, les classes au pouvoir en Afrique ont été ici en partie responsables de ce qui allait débiter le l'involution du continent, en particulier, lorsqu'elles joignirent le camp néocolonial contre les aspirations de leurs peuples dont les faiblesses furent exploitées. La collision entre les classes dirigeantes africaines et les stratégies mondiale des l'impérialisme est de ce fait, en définitive, la cause ultime de l'échec.

3. Néanmoins, ayant conquis leur indépendance, les peuples d'Afrique se sont embarqués à partir de 1960 dans des projets de développement dont les principaux objectifs furent plus ou moins identiques à ceux poursuivis en Asie, en Amérique Latine, malgré les discours idéologiques qui les accompagnèrent ici et là. Ce dénominateur commun est facile à comprendre si nous nous souvenons qu'en 1945, pratiquement tous les pays asiatiques (à l'exception du Japon), d'Afrique (y compris l'Afrique du Sud) et – même avec quelques nuances – d'Amérique Latine étaient encore privés de tout industries dignes de ce nom – sauf l'activité minière ici et là – largement ruraux de par la composition de leurs populations, gouvernés par des régimes archaïques, des oligarchies foncières ou coloniales (Afrique, Inde, Asie du Sud-est). Par delà leur grande diversité, tous les mouvements nationaux de libération avaient les mêmes objectifs d'indépendance politique, de modernisation de leurs Etats et d'industrialisation de l'économie.

Il y a aujourd'hui une grande tentation à lire cette histoire comme celle d'une étape de l'expansion du capitalisme mondial dont on a dit qu'il a rempli plus ou moins certaines fonctions liées à l'accumulation nationale primitive, créant ainsi les conditions de la prochaine étape dans laquelle nous sommes actuellement supposés être en phase d'accession marquée par l'ouverture au marché mondial et à la compétition dans ce domaine. Je ne suggérerais pas que nous devions tomber dans cette tentation. Les forces dominantes du capitalisme mondial n'ont pas « spontanément » créé le(s) modèle (s) de développement. Ce « développement » leur a été imposé. Il a été le produit du mouvement national de libération du Tiers Monde contemporain. Donc la lecture que je propose met l'accent sur la contradictions entre les tendances spontanées et immédiates du système capitaliste qui sont toujours guidées par le gain financier à court terme qui caractérise ce mode de gestion sociale et les visions à plus long terme qui guident les forces politiques émergentes, en conflit pour cette raison

précisément avec celles qui les précèdent. Ce conflit n'est certainement pas toujours radical, le capitalisme peut s'y adapter, même avantageusement. Mais il ne fait que s'y adapter, il n'en génère pas le mouvement.

Tous les mouvements de libération en Afrique ont partagé cette vision moderniste que je qualifie de capitaliste pour cette raison précisément. Capitaliste par son concept de modernisation supposé produire les relations de production et les relations sociales fondamentales et particulière au capitalisme : la relation de salaire, la gestion d'entreprises, l'urbanisation, les modes d'éducation, le concept de citoyenneté nationale. Sans doute, d'autres valeurs caractéristiques du capitalisme avancé, comme celle de démocratie politique, manquaient malheureusement, et ceci était justifié par les exigences d'un développement initial préalable. Tous les pays de la région – radicaux et modérés – choisirent par la même formule du parti unique des parodies d'élections et un père fondateur de la Nation, etc. Néanmoins, en l'absence d'une classe moyenne d'hommes d'affaires, il était attendu de l'Etat – et de ces technocrates – qu'ils jouent ce rôle. Mais quelques fois également, dans la mesure ou l'émergence de la classe moyenne était tenu pour suspecte sur la base de la priorité que cette dernière donnerait à ses intérêts immédiate sur ceux à plus long terme en construction. La suspicion devint, dans la fange radicale du mouvement national de libération, synonyme d'exclusion. Cette fange radicale croyait naturellement alors que son projet était la « construction du socialisme ». Elle adopta alors l'idéologie soviétique.

Si nous adoptions le critère du mouvement de libération national, c'est à dire la « construction nationale » les résultats sont globalement défendables. La raison est que pendant que le développement du capitalisme au cours des périodes antérieures soutenait l'intégration nationale, la mondialisation dans les périphéries du système brise, au contraire, les sociétés. Cependant, l'idéologie du mouvement national ignorait cette contradiction, ayant été incorporée dans le concept bourgeois de « rattrapage d'un retard historique » et concevant ce rattrapage à travers une participation passive dans la division internationale du travail (et n'essayant pas de la modifier en se déconnectant). Sans doute, selon les caractères spécifiques des sociétés pré-capitalistes précoloniales, l'impact de cette désintégration a été plus ou moins dramatique. En Afrique dont la démarcation coloniale artificielle n'a pas respecté l'histoire antérieure de ses peuples, la désintégration causée par la périphérisation capitaliste a rendu possible la survie de l'ethnisme, malgré les efforts des classes dirigeantes à se débarrasser de ses manifestations après la libération nationale. Lorsque la crise survint, détruisant soudainement l'augmentation de surplus qui avait développé le financement des politiques trans-ethniques du nouvel état, la classe dirigeante elle-même se brisa en fragments qui ayant perdu toutes légitimité basée sur les atteintes du « développement » essaie de se créer de nouvelles bases souvent associées à un repliement ethnique.

Pendant que nombre de pays en Asie et en Amérique Latine s'embarquèrent pendant ces « décennies de développement » de la deuxième moitié du XX ème siècle dans un processus d'industrialisation qui s'est révélé dans certains cas être compétitif sur les marchés mondiaux, le « développement réussi » (en fait la croissance sans développement) restait en Afrique dans l'ancienne division du travail, c'est-à-dire, la fourniture de matières premières. Les pays pétroliers en sont des exemples typiques, puisque les autres ressources minérales majeures comme le cuivre souffrent d'une longue crise structurelle de la demande, mais aussi certains pays « d'agriculture tropicale » comme la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Malawi. Ces pays furent présentés comme de « brillantes réussites ». En fait ils n'ont aucun avenir, ils appartiennent au passé depuis le tout début de leur prospérité. De ce fait, la plupart de ces expériences se révélèrent une croissance non réussie, même dans ces limites de l'ancienne division du travail. Ces le cas de la majeure partie de l'Afrique Sub-Saharienne. Ces difficultés ne furent

pas nécessairement le produit de « mauvaises politiques », mais de conditions objectives. Par exemple, que ce type de développement ait déjà été réalisé durant la période coloniale et atteint son apogée au alentour de 1960. C'est le cas du Ghana : le miracle ivoirien ne fut qu'une affaire de « rattrapage » sur les réalisations coloniales sur la côte Ouest Africaine !

4. Ce qui suivit l'érosion des projets nationaux de développement des années 60 et 70 est bien documenté.

Le point de départ a été le brutal renversement dans les rapports des forces sociales au profit du capital qui eut lieu dans les années 80. Le capital dominant tel que représenté par les STN prit l'offensive, opérant en Afrique à travers les soi-disant « programmes d'ajustement structurel » mis en œuvre à travers le continent depuis le milieu des années 80. Je dit soi-disant parce qu'en fait, ces programmes sont plus conjoncturels que structurels, leur but réel et exclusif étant la subordination des économies d'Afrique aux contraintes du service de la forte dette extérieure, qui à son tour, est véritablement le produit de la stagnation qui a commencé à ce faire jour dans les PMA, en même temps que la crise grandissante du système mondial.

Au cours des deux dernières décennies du siècle, les taux de croissance moyenne du PIB ont chuté de moitié environ par rapport à ce qu'ils étaient au cours des deux décennies précédentes pour toutes les régions du monde, y compris en Afrique, et à l'exception de l'Asie de l'Est. C'est au cours de cette période de crise structurelle que la dette des pays du Tiers Monde (et de l'Europe de l'Est) commença à augmenter dangereusement. La crise mondiale est en effet – comme d'habitude – caractérisée par une inégalité grandissante dans la distribution des revenus, des taux de profit élevés, et conséquemment un surplus grandissant de capital qui ne peut pas trouver de débouché dans les systèmes productifs. Des débouchés financiers alternatifs doivent être créés pour éviter une dévalorisation brutale du capital. Le déficit US, la dette des pays du Tiers Monde sont des réponses à cette financiarisation du système. Le fardeau a atteint maintenant des niveaux insupportables. Comment pourrait un pays africain pauvre affecter la moitié de ses exportations ou davantage pour payer les intérêts sur une telle dette alors qu'on lui demande, dans le même temps, d'être « plus efficace » et de « s'ajuster » ? Souvenons-nous qu'après la première guerre mondiale, le paiement des réparations par l'Allemagne ne représentait que 7% des exportations de ce puissant pays industrialisé. Et pourtant, la plupart des économistes de cette période considéraient ce niveau trop élevé et qu'il était impossible pour l'Allemagne de s'y « ajuster » ! L'Allemagne ne pouvait pas s'ajuster à une perte de 7% de son potentiel d'exportation, mais la Tanzanie est supposée être capable de s'ajuster à une perte de 60% de ce potentiel !!!

Les résultats dévastateurs de ces politiques sont connus: la régression économique, le désastre social, une instabilité grandissante et même parfois la dislocation de sociétés entières (comme au Rwanda, en Somalie, au Libéria, en Sierra Léone). Tout le long des années 90, le taux de croissance du PIB par tête d'habitant en Afrique a été négatif (- 0,2%), l'Afrique étant seule dans ce cas. Le résultat fut la chute de la proportion de l'Afrique dans le commerce mondial. Ce fait est précisément ce qui est entrain d'être qualifié de « marginalisation ». on devrait plutôt parler d'une dramatique mauvaise intégration au système mondial. Les économistes néo-libéraux conventionnels prétendent que ceci n'est qu'une « dure transition » vers un meilleur avenir ! Mais Comment cela se pourrait-il ? la destruction des tissus sociaux, la pauvreté grandissante, la régression de l'éducation et de la santé ne peuvent pas préparer un meilleur avenir, ne peuvent pas aider les producteurs africain à devenir « plus compétitifs » tel qu'il est requis d'eux. Bien au contraire !

Le plan néocolonial pour l'Afrique est en réalité le pire des modèles d'intégration au système mondial. Il ne peut que produire que davantage de déclin dans la capacité des africains à relever les défis du monde moderne. Ces défis sont certainement nouveaux dans une certaine mesure, liés aux possibles effets à long terme de la révolution technologique en cours (informatique) et, à travers eux, l'organisation de la main d'œuvre, sa productivité et de nouveau modèle de division internationale du travail. Ce devrait être dit à ce propos est que tous ces défis opèrent dans le monde réel à travers des conflits de stratégies. Pour l'instant, le segment dominant du capital mondial – les STN – semble dicter ce qui est favorable à la progression de stratégies particulières. Les peuples et gouvernements africains n'ont pas encore développé leurs propres contre stratégies, similaire peut être à ce qu'essaient les pays Est-asiatiques pour aller de l'avant. Dans ce cadre, la mondialisation n'offre aucune solution à l'Afrique pour la résolution de ses problèmes. Les investissements privés directs en Afrique sont, comme tout le monde le sait, négligeable et se focalisent sur les minerais et d'autres ressources naturelles. En d'autres termes, la stratégie des STN n'aide pas l'Afrique à aller au-delà d'un modèle de division du travail qui appartient à un passé lointain. L'alternative, d'un point de vue africain, à besoin de combiner la construction d'économies et de sociétés autocentrées et la participation au système mondial. Cette loi générale est valable pour l'Afrique d'aujourd'hui comme elle l'a été tout le long de l'histoire moderne pour toutes les régions du monde.

Il est encore trop tôt pour savoir si les peuples africains vont en direction de cet objectif. Certains discours parlent aujourd'hui d'une « Renaissance Africaine ». Nul doute que la victoire du peuple africain en Afrique du Sud, c'est-à-dire la destruction du système, a créé des espoirs positifs non seulement dans ce pays mais dans de vastes régions du continent. Mais, il n'existent pas encore de signaux visibles de la cristallisation de ces espoirs en stratégies alternatives. Ceci nécessiterait des changements dramatiques à divers niveaux nationaux, allant bien au-delà de ce qui est généralement suggéré sous les labels de « bonne gouvernance » et de « démocratie politique multi-partisane », ainsi qu'aux niveaux régional et mondial. Un autre modèle de mondialisation émergerait donc graduellement à partir de ces changements, rendant possible la correction de la mal-intégration de l'Afrique dans le système mondial.